

Rapport financier intérimaire



**Programme d'Action
pour les
Médicaments essentiels**

**Rapport financier intérimaire
de l'Exercice biennal 1998-1999**

Genève
février 1999



Organisation mondiale de la Santé
Genève



Table des matières

	Page
1. Introduction	1
2. Budget	1
3. Engagements de dépenses (exécution)	3
3.1 Développement des programmes nationaux.....	3
3.2 Développement politique et technique	4
3.3 Engagements par type de fonds.....	5
4. Recettes et ressources	5
5. Etats financiers détaillés	8
6. Conclusion	8
7. Exécution du budget 1998–1999	10
7.1 Engagements de dépenses en 1998 et montants prévus au budget par domaine d'activité.....	10
7.2 Engagements de dépenses en 1998 et montants prévus au budget par domaine d'activité et type de financement	11
7.3 Engagements de dépenses en 1998 : activités et dépenses de personnel*.....	12
7.4 Développement des programmes nationaux : engagements de dépenses (exécution) en 1998 et budget par Région et secteur technique d'intervention.....	13
7.5 Développement politique et technique : engagement de dépenses (exécution) en 1998 et budget d'activité par région et secteur technique d'intervention.....	15
7.6 Gestion du programme : engagements de dépenses (exécution) en 1998 et montants prévus au budget	16
8. Recettes et ressources 1998–1999	17
8.1 Etat financier récapitulatif intérimaire.....	17
8.2 Recettes et dépenses en 1998 par type de financement	18
8.3 Recettes perçues en 1998.....	19
9. Annonces fermes de contributions et montants à recevoir	20
9.1 Annonces fermes enregistrées au 15 février 1999.....	20
9.2 Montants à recevoir en 1999 par type de financement.....	20
Annexe 1: Contributions reçues en US\$ de 1980 à 1998	21
Annexe 2: Fonds reçus de 1980 à 1997	23

1. Introduction

Le rapport financier intérimaire de l'exercice 1998–1999 rend compte de l'exécution financière du *Programme de travail et budget pour 1998–1999*¹ adopté par le Comité consultatif de Gestion du Programme d'Action pour les Médicaments essentiels (DAP) à sa dixième réunion en mars 1998. Il est établi sur la base des données disponibles au 31 décembre 1998 qui faisaient encore l'objet, à l'époque de la rédaction du rapport, d'ajustements de fin d'année. Ces ajustements ne devraient pas avoir un effet important sur les chiffres donnés dans ce rapport. Ce rapport financier ne fait l'objet d'aucune vérification distincte, les chiffres de fin d'exercice étant extraits du rapport financier vérifié de l'OMS.

Depuis l'entrée en fonctions du nouveau Directeur général en juillet 1998, les programmes du Siège ont été regroupés en neuf Groupes opérationnels. Dans le cadre du Groupe Technologie de la santé et produits pharmaceutiques (HTP), les activités de DAP et la plupart des composantes de la Division de la Gestion et des Politiques pharmaceutiques ont été regroupées en un seul Département de l'OMS chargé des médicaments et intitulé Médicaments essentiels et autres (EDM). EDM n'a effectivement commencé à fonctionner comme Département qu'au début de 1999. C'est pourquoi le présent rapport couvre l'exécution financière de 1998 du seul Programme d'Action pour les Médicaments essentiels. Il complète le *Rapport intérimaire de l'exercice biennal 1998–1999*² qui décrit l'exécution programmatique des activités de DAP en 1998.

2. Budget

Le *Programme de travail et budget pour 1998–1999* a été approuvé par le Comité consultatif de Gestion (MAC) à sa dixième réunion en mars 1998. Ce budget de US\$22,0 millions reflétait une augmentation du montant des fonds extrabudgétaires à objet non désigné reçus par le programme en 1996–1997 ainsi que les perspectives financières favorables présentées dans le *Rapport financier de l'exercice biennal 1996–1997* (DAP/MAC(10)/98.5).

Le budget approuvé par le Comité représentait un "budget à contributions égales" pouvant être entièrement financé par un montant de recettes extrabudgétaires à objet non désigné exactement égal au montant effectivement reçu par DAP en 1996–1997, ainsi que par les crédits du budget ordinaire de l'OMS approuvés pour 1998–1999, les recettes extrabudgétaires à objet désigné au titre des accords existants et les soldes reportés de 1996–1997.

Ce *Rapport financier intérimaire* se rapporte donc au *Programme de travail et budget pour 1998–1999* et au budget total de US\$22,0 millions. (Le budget programme approuvé pour 1996–1997 était de US\$19,3 millions.) La ventilation par domaine

¹ Document DAP/MAC(10)/98.9

² Document WHO/HTP/EDM/MAC(11)/99.4.

d'activité est la suivante : développement des programmes nationaux 60% (1996–1997 : 66%), développement politique et technique 28% (1996–1997 : 19%) et gestion des programmes 12% (1996–1997 : 15%) (voir figure 1).

Figure 1. Budget programme de DAP (US\$ 22,0 millions) par domaine d'activité pour l'exercice biennal 1998–1999

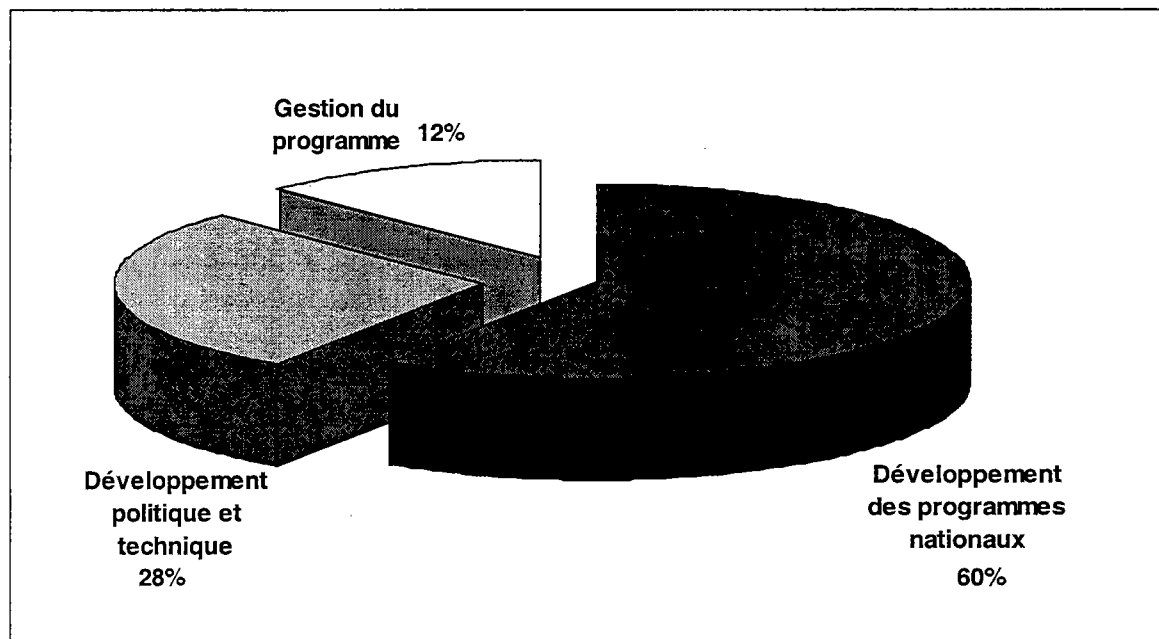


Tableau 1. Etat récapitulatif du budget de 1998–1999 et dépenses engagées en 1998

Domaine d'activité	1996–1997		1998–1999		1998	
	Dépenses effectivement engagées US\$ 000	%	Budget US\$ 000	%	Dépenses engagées US\$ 000	Taux d'exécution %
Développement des programmes nationaux	10,007	60	13,082	60	7,401	57
Développement politique et technique	4,188	25	6,169	28	2,426	39
Gestion du programme	2,481	15	2,754	12	2,051	74
	16,676	100	22,005	100	11,878	54
Ventilation par type de financement						
Fonds à objet non désigné	7,309	44	12,676	57	6,121	48
Fonds à objet désigné	7,872	47	7,420	34	4,860	65
Budget ordinaire	1,495	9	1,909	9	897	47
	16,676	100	22,005	100	11,878	54

“Le taux d'exécution” représente le rapport des dépenses engagées aux montants prévus au budget.

La ventilation du budget par type de fonds indiquée au tableau 1 fait apparaître une part des fonds à objet non désigné de 57%, supérieure au niveau effectif de 1996–1997 (qui était de 44%). Les fonds extrabudgétaires à objet désigné ne représentent dès lors plus que 34% de l'ensemble du budget (contre 47% des dépenses effectivement engagées en 1996–1997).

Les crédits du budget ordinaire 1998–1999 de US\$ 1,9 million contiennent une composante "à objet non désigné" de US\$0,6 million pour les activités et une composante "à objet désigné" de US\$1,3 million pour les dépenses de personnel.

La répartition actuelle entre développement des programmes nationaux, développement politique et technique et gestion du programme découle directement de la *Stratégie des médicaments essentiels de l'OMS* de 1997.³ Elle reflète l'impact prévu d'un appui plus efficace aux pays résultant d'une approche plus ciblée et d'une planification intégrée avec les bureaux régionaux. Elle reflète aussi l'accent mis sur les activités mondiales concernant le développement politique et technique. Les priorités actuelles dans ce domaine sont les suivantes : 1) privilégier l'impact politique, ce qui comprend une surveillance et une évaluation plus poussées; 2) améliorer l'accès aux médicaments dans le contexte de l'évolution politique sociale et économique; 3) élargir les efforts concernant l'usage rationnel des médicaments; et 4) mettre en pratique des normes de réglementation et d'assurance de la qualité.⁴

3. Engagements de dépenses (exécution)

Les dépenses engagées au cours de la première moitié de l'exercice biennal s'élevaient à US\$11,9 millions (ce qui représente un taux d'exécution de 54%). A mi-chemin de l'exercice, le taux d'exécution global devrait être de 50%. D'une manière générale, le taux d'exécution pendant la première année de l'exercice est plus faible que pendant la seconde. Avec un taux d'exécution global de 54% du budget de 1998–1999, le programme est donc bien engagé pour exécuter le programme de travail et le budget pour l'exercice biennal.

3.1 Développement des programmes nationaux

Les engagements au titre du développement des programmes nationaux ont atteint US\$7,4 millions (taux d'exécution 57%) par rapport à un montant de US\$13,1 millions prévu au budget (tableau 1). Les engagements au titre du développement des programmes nationaux effectués sur la base de fonds à objet non désigné ont atteint US\$2,7 millions en 1998 (taux d'exécution 47%), un montant pratiquement égal aux engagements de US\$2,8 millions effectués sur des fonds à objet non désigné pour l'ensemble de l'exercice 1996–1997 (voir la section 7.2). Les dépenses sensiblement plus élevées sur la base de fonds à objet non désigné au titre du développement des programmes nationaux reflètent à la

³ Document DAP/MAC(9)/97.4.

⁴ Voir *Rapport intérimaire de l'exercice biennal 1998–1999*

fois le budget plus élevé approuvé par le Comité pour 1998–1999 et un taux d'exécution plus important.

Comme mentionné dans la section 7.4, les taux d'exécution dépassent 50% dans toutes les Régions de l'OMS, sauf deux. Les taux les plus élevés sont observés dans les Régions africaine et européenne. Dans ces deux Régions, le niveau élevé du taux d'exécution s'explique en partie par les importants projets à objet désigné financés et exécutés plus rapidement que prévu dans le programme de travail 1998–1999. Le taux d'exécution le plus faible a été enregistré dans la Région de la Méditerranée orientale.⁵

Dans l'ensemble, le taux d'exécution élevé concernant le développement des programmes nationaux reflète :

- L'exécution d'importants projets à objet désigné au niveau prévu pour 1998–1999 ou même au-delà.
- Une meilleure intégration de la planification, de la surveillance et de l'exécution entre DAP et les six bureaux régionaux.⁶
- Les avantages de l'existence de points focaux régionaux spécifiques parmi le personnel de DAP chargé du développement des programmes nationaux.
- L'accent mis sur une meilleure efficacité dans un nombre plus restreint de pays.

3.2 Développement politique et technique

Les engagements au titre du développement politique et technique ont atteint au total US\$2,4 millions (taux d'exécution 39%) contre US\$6,2 millions prévus au budget (tableau 1). Le taux d'exécution le plus élevé a été enregistré dans les secteurs de l'usage rationnel des médicaments (52%), de l'économie de la santé et du financement des médicaments (47%) et de la réglementation pharmaceutique et de l'assurance de la qualité (47%). Les niveaux les plus faibles concernaient la méthodologie et le suivi des politiques pharmaceutiques nationales (32%), les stratégies pour l'accès aux médicaments, la gestion et l'approvisionnement pharmaceutique (38%), et l'information et les activités de sensibilisation (30%). (Voir la section 7.5 pour les taux d'exécution concernant les secteurs spécifiques de développement politique et technique.)

⁵ Pour un examen de l'exécution dans la Région de la Méditerranée orientale, voir la section 1.2 du *Rapport intérimaire de l'exercice biennal 1998–1999*

⁶ Voir la section 1.2 du *Rapport intérimaire de l'exercice biennal 1998–1999*

Pour ces trois secteurs ayant enregistré un taux d'exécution élevé, un coordonnateur a été en place pendant l'ensemble de l'année pour planifier et gérer les travaux. En outre, chacun de ces secteurs dispose de centres collaborateurs importants de l'OMS, de réseaux régionaux ou internationaux bien établis, ou d'autres accords de coopération qui ont facilité l'exécution du programme.

Pour ce qui est des trois autres secteurs, on s'attend à ce que le fait de pourvoir les postes actuellement vacants et l'exécution des activités commencées en 1998 permette d'améliorer l'exécution en 1999.

En outre, l'appui apporté par DAP au projet Faire reculer le paludisme, à la gestion intégrée des maladies de l'enfant et à l'accès aux autres médicaments pour des problèmes spécifiques est canalisé par le biais de l'activité sur les stratégies de gestion et d'approvisionnement pharmaceutiques. Un engagement accru dans ce secteur contribuera à améliorer le taux d'exécution financière du développement politique et technique en 1999.

3.3 Engagements par type de fonds

Sur l'ensemble des dépenses engagées en 1998, les engagements effectués sur des fonds à objet non désigné se sont élevés à US\$6,1 millions (taux d'exécution 48%) pour un budget de US\$12,7 millions (tableau 1). Les dépenses engagées sur des fonds à objet désigné se sont quant à elles élevées à US\$4,9 millions pour un budget de US\$7,4 millions (taux d'exécution 65%).

Les engagements de dépenses effectuées sur des crédits du budget ordinaire en 1998 ont atteint US\$0,9 million sur un montant prévu au budget de US\$1,9 million (taux d'exécution 47%). Le taux relativement faible d'exécution concernant le budget ordinaire reflète les effets du recrutement retardé en raison de postes gelés. Au cours de 1998, sur quatre postes financés par le budget ordinaire, deux ont été gelés/bloqués et le poste administratif a été transféré à l'Unité d'appui administratif. On prévoit que les deux postes gelés/bloqués seront à nouveau disponibles en 1999 et qu'ils seront pourvus.

4. Recettes et ressources

Le budget 1998–1999, d'un montant de US\$22,0 millions, est financé par les sources suivantes:

- les contributions extrabudgétaires à objet désigné et non désigné versées en 1998–1999 par les pays donateurs, les organisations et institutions du système des Nations Unies et d'autres organismes;
- le budget ordinaire de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); et
- le solde reporté de l'exercice précédent (1996–1997).

Le montant total reçu en 1998 s'est élevé à US\$9,5 millions (tableau 2), dont US\$4,3 millions de contributions extrabudgétaires à objet non désigné (45%),

US\$3,8 millions de contributions de fonds extrabudgétaires à objet désigné et US\$1,4 million de crédits du titre du budget ordinaire de l'OMS (tableau 3).

Tableau 2. Etat financier récapitulatif intérimaire pour 1998–1999

	1996–1997 Montant effectif US\$	1998–1999 Budget US\$	1998 Montant effectif US\$
Solde d'ouverture au 1er janvier	9,911,105	12,889,000	12,849,875 ^(a)
Recettes	19,653,786	17,882,000	9,454,234
Total des ressources	29,564,891	30,771,000	22,304,109
Dépenses effectivement engagées	16,675,978	22,005,000	11,878,806
Solde de clôture au 31 décembre	12,888,913^(b)	8,766,000	10,425,503

(a) Il convient de noter que le **solde d'ouverture au 1er janvier 1998 est le montant effectif final** reflété dans les états financiers définitifs de l'OMS.

(b) Le solde de clôture effectif au 31 décembre 1997 était basé sur des données provisoires au 15 février 1998, sous réserve de la clôture définitive des comptes par l'OMS.

Tableau 3. Etat récapitulatif des recettes: montants reçus en 1998 et à recevoir en 1999

Type de financement :	1996–1997 Montant effectivement reçus ^(a) US\$ 000	1998–1999 Recettes prévues au budget ^(b) US\$ 000	31 Dec. 1998 Montants effectivement reçus ^(c) US\$ 000	1999 Montants à recevoir US\$ 000
Fonds extrabudgétaires à objet non désigné	9,558	9,558	4,259	5,299
Fonds extrabudgétaires à objet désigné	8,528	6,415	3,774	2,641
Budget ordinaire	1,568	1,909	1,421	488
Total	19,654	17,882	9,454	8,428

(a) Chiffres tirés de la section 8.4 du *Rapport financier de l'exercice biennal 1996–1997*.

(b) Chiffres tirés de la section 8.2 du *Programme de travail et budget 1998–1999*.

(c) Chiffres tirés de la section 8.2 du *Rapport financier intérimaire 1998–1999*.

Le montant des fonds extrabudgétaires à objet non désigné prévu au budget 1998–1999 approuvé par le Comité était de US\$9,6 millions, ce qui correspondait exactement aux fonds extrabudgétaires à objet non désigné effectivement reçus en 1996–1997 (voir ci-dessus le tableau 3). Ce montant reflète le principe établi par le Comité selon lequel le financement prévu doit être fondé sur les montants effectivement reçus au cours de l'exercice précédent.

Le montant des fonds extrabudgétaires à objet non désigné reçus en 1998 s'élevait à US\$4,3 millions, ce qui représente 45% des US\$9,6 millions prévus au

budget. Les fonds à objet non désigné financent actuellement 45% des activités de développement des programmes nationaux, 79% des activités de développement politique et technique et 70% des coûts de la gestion du programme (voir section 7.2). Ainsi, les fonds à objet non désigné sont indispensables pour financer les projets de recherche mondiaux; pour élaborer des principes directeurs et des outils de formation; pour publier et diffuser du matériel de sensibilisation au niveau mondial comme *Médicaments essentiels: le point*; pour apporter une réponse souple aux besoins des pays conformément aux critères d'appui élaborés par le programme; et pour constituer une source vitale de capitaux de départ pour de nouveaux programmes dans les pays en développement.

Le montant des fonds extrabudgétaires à objet non désigné à recevoir en 1999 pour financer entièrement le programme de travail et budget de DAP pour 1998–1999 est de US\$5,3 millions (tableau 3). Si l'on reçoit, en 1999, le même montant de fonds à objet non désigné qu'en 1998 (c'est-à-dire environ US\$4,3 millions), le montant total des fonds à objet non désigné reçus pendant l'exercice sera de l'ordre de US\$8,5 millions, c'est-à-dire inférieur d'environ US\$1,0 million au montant prévu — soit 10% environ du montant total des fonds à objet non désigné inscrits au budget. On estime qu'il sera peut-être possible de financer 40% de ce déficit grâce à des annonces de contribution fermes de fonds à objet désigné (voir section 9.1) pour des activités qui, dans le *Programme de travail et budget pour 1998–1999*, devaient être financées par des fonds à objet non désigné. Le déficit net des fonds à objet non désigné est donc estimé à quelque US\$0,6 million.

Le montant des fonds à objet désigné reçus en 1998 a atteint US\$3,8 millions, c'est-à-dire 59% des US\$6,4 millions prévus au budget. On estime que la partie du budget de 1998–1999 qu'il était prévu de financer par des fonds à objet désigné sera entièrement couverte. Les fonds extrabudgétaires à objet désigné sont reçus régulièrement dans le cadre de divers accords conclus avec les donateurs. En 1998, plusieurs accords conclus les années précédentes ont continué à être appliqués. En outre, plusieurs nouveaux accords conclus en 1998 ont commencé à être appliqués. Près de 90% des fonds à objet désigné sont consacrés à des activités de développement des programmes nationaux. Les nouveaux projets intergroupes et de collaboration sur la résistance aux antimicrobiens et l'accès aux médicaments VIH/SIDA sont des exemples d'initiatives qui permettent d'apporter des montants modestes de fonds à objet désigné pour contribuer aux activités de développement politique et technique.

Jusqu'ici, au cours de l'exercice, le programme a reçu US\$1,4 million au titre du budget ordinaire de l'OMS sur les US\$1,9 million prévus au budget 1998–1999. Du fait de la restructuration de l'OMS et de sa situation financière actuelle, on estime qu'une partie seulement du solde de US\$0,5 million sera reçue en 1999. Outre les crédits du budget ordinaire reçus par DAP, d'autres crédits de ce type sont également attribués aux six bureaux régionaux de l'OMS pour les activités concernant les médicaments essentiels.

DAP a maintenu ses relations de travail étroites avec les donateurs en 1998. Un donateur supplémentaire a apporté une contribution au programme en 1998 et au moins un nouveau donateur a indiqué son intention de commencer à le faire en 1999.

5. Etats financiers détaillés

Les états financiers détaillés figurant aux sections 7 à 9 du présent rapport contiennent des informations classées par domaine d'activité du programme, par Région et par type de financement. Des informations détaillées sont également présentées sur les recettes et les ressources.

6. Conclusion

L'exécution financière du programme de travail et du budget pour 1998–1999 est bien engagée. Pour 1998, elle était considérablement plus avancée qu'au même stade de l'exercice précédent, tant en valeur relative qu'en valeur absolue. Cette situation reflète le budget plus important pour 1998–1999 approuvé par le Comité consultatif de Gestion, ainsi que la disponibilité de fonds suffisants pour appuyer le budget et une capacité plus grande d'exécution du programme.

L'exécution des programmes de pays est légèrement en avance, alors que les activités de développement politique et technique sont plutôt en retard dans trois des six secteurs de développement politique et technique. Toutefois, le fait de pourvoir les postes actuellement vacants et gelés permet d'envisager que le programme de travail et le budget 1998–1999 seront entièrement exécutés.

Les recettes totales du programme correspondent également à ce qui était prévu dans le programme de travail et budget pour 1998–1999. On a reçu un montant légèrement plus élevé de fonds extrabudgétaires à objet désigné que ce qui était prévu à ce stade de l'exercice et on constate l'inverse en ce qui concerne les fonds à objet non désigné. Si les contributions à objet non désigné en 1999 sont équivalentes à celles de 1998 et si certaines activités qu'il était prévu de financer par des fonds à objet non désigné sont financées par de nouveaux fonds à objet désigné (voir ci-dessus la section 4), on peut s'attendre à un déficit net de l'ordre de US\$0,6 million.

Le programme de travail de DAP pour 1998–1999 a été établi en coordination avec l'ancienne division DMP et les parties pertinentes du programme de travail ont été appliquées grâce à une collaboration étroite entre le personnel de DAP et de DMP. La création du Département Médicaments essentiels et autres ne devrait pas sensiblement affecter la mise en oeuvre financière des activités de l'OMS présentées dans le *Programme de travail et budget pour 1998–1999*.

Les activités du nouveau Département Médicaments essentiels et autres ont été réparties entre quatre équipes : 1) Politique, accès et usage rationnel; 2) Qualité, innocuité et réglementation des médicaments; 3) Programme d'action

pharmaceutique dans les pays; et 4) Médecine traditionnelle.⁷ Au cours du premier semestre 1999, ces quatre équipes réexamineront les activités dans leur domaine et élaboreront des plans pour l'exercice 2000-2001. On devrait ainsi pouvoir se faire une idée plus précise des effets programmatiques et budgétaires de la création d'un Département de l'OMS pour les médicaments, d'une collaboration accrue dans le cadre de l'OMS et des priorités de l'OMS concernant les médicaments essentiels et les autres médicaments.

Au nom des pays, des organisations et des personnes que le programme s'efforce de servir, nous tenons à exprimer nos remerciements aux donateurs qui ont continué à nous apporter un appui résolu. Nous espérons que ce rapport démontrera que les fonds confiés à DAP sont utilisés de manière responsable et rentable et créent vraiment une différence. Nous sommes également reconnaissants à nos partenaires dans les pays en développement qui ont continué à nous faire confiance. Enfin, nous remercions le nombre toujours croissant de personnes, d'universités, d'organisations non gouvernementales et d'associations professionnelles et autres qui s'associent à l'engagement mondial visant à sauver des vies et à améliorer la santé en rendant les médicaments essentiels plus accessibles, en s'attachant à promouvoir un meilleur usage de tous les médicaments et en oeuvrant en faveur de la qualité des médicaments.

⁷ Voir *Rapport intérimaire de l'exercice biennal 1998-1999* (WHO/HTP/EDM/MAC(11)/99.4).

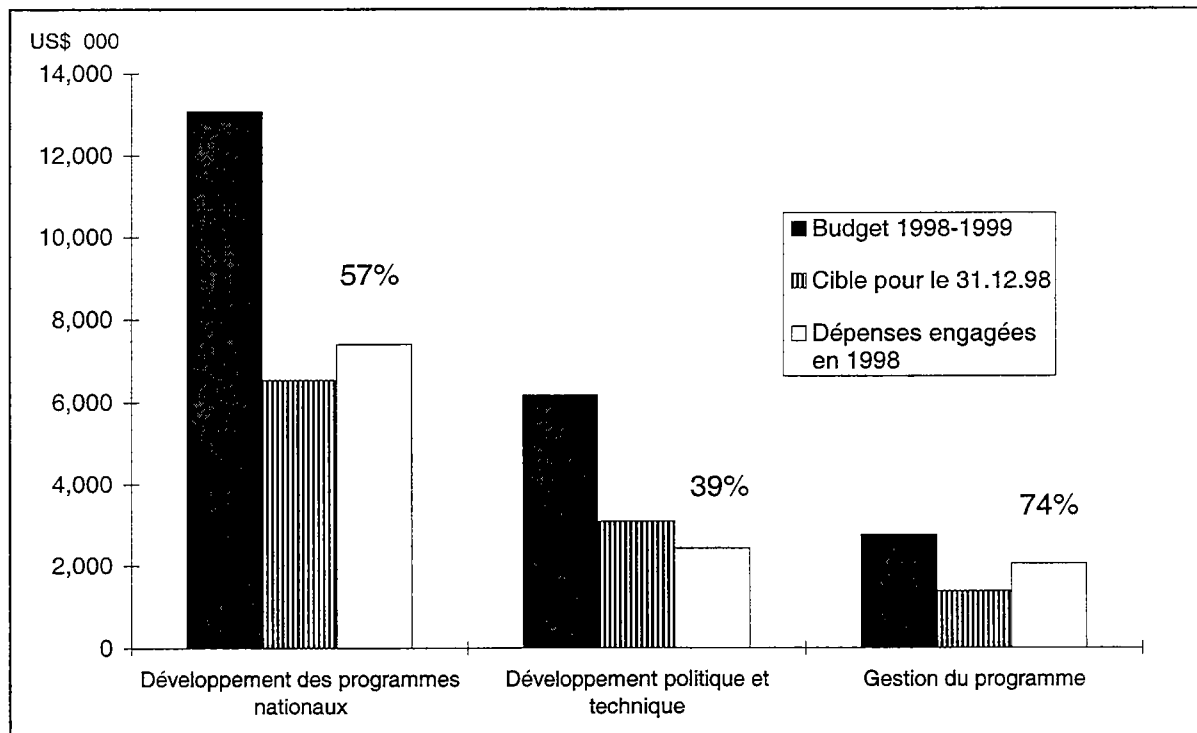
7. Exécution du budget 1998-1999

7.1 Engagements de dépenses en 1998 et montants prévus au budget par domaine d'activité

	1996-1997		1998-1999		1998		Taux d'exécution*
	Dépenses effectivement engagées	% du total	Budget	% du total	Dépenses effectivement engagées	% du total	
	US\$ 000		US\$ 000		US\$ 000		
Développement des programmes nationaux	10,007	60	13,082	60	7,401	62	57
Développement politique et technique	4,188	25	6,169	28	2,426	21	39
Gestion du programme	2,481	15	2,754	12	2,051	17	74
Total	16,676	100	22,005	100	11,878	100	54

* "Le taux d'exécution" représente le rapport des dépenses engagées aux montants prévus au budget.

Figure 2. Dépenses effectivement engagées et budget par domaine d'activité



7.2 Engagements de dépenses en 1998 et montants prévus au budget par domaine d'activité et type de financement

	1996-1997		1998-1999		1998		
	Dépenses effectivement engagées	% du total	Budget	% du total	Dépenses effectivement engagées	% du total et taux d'exécution	
	US\$ 000	%	US\$ 000	%	US\$ 000		
Développement des programmes nationaux				60		62	
Contributions à objet non désigné	2,781	28	5,871	45	2,731		47
Contributions à objet désigné	6,832	68	6,553	50	4,515		69
Budget ordinaire	394	4	658	5	155		24
	10,007	60	13,082	100	7,401		57
Développement politique et technique				28		21	
Contributions à objet non désigné	2,916	70	4,870	79	2,049		42
Contributions à objet désigné	1,022	24	867	14	345		40
Budget ordinaire	250	6	432	7	32		7
	4,188	25	6,169	100	2,426		39
Gestion du programme				12		17	
Contributions à objet non désigné	1,612	65	1,935	70	1,341		69
Contributions à objet désigné	18	1	0	0	0		0
Budget ordinaire	851	34	819	30	710		87
	2,481	15	2,754	100	2,051		74
TOTAL	16,676	100	22,005	100	11,878		54
Ventilation par type de financement							
Contributions à objet non désigné	7,309	44	12,676	57	6,121	52	48
Contributions à objet désigné	7,872	47	7,420	34	4,860	41	65
Budget ordinaire	1,495	9	1,909	9	897	7	47
	16,676	100	22,005	100	11,878	100	54

7.3 Engagements de dépenses en 1998 : activités et dépenses de personnel*

	1996-1997		1998-1999		1998	
	Dépenses effectivement engagées	% du total	Budget du total	%	Dépenses effectivement engagées	Taux d'exé- cution
	US\$ 000	%	US\$ 000	%	US\$ 000	%
Développement des programmes nationaux						
Activités	8,827		10,810		6,704	62
Personnel	1,180		2,272		697	31
	<u>10,007</u>	59	<u>13,082</u>	60	<u>7,401</u>	57
Développement politique et technique						
Activités	3,027		4,732		1,925	41
Personnel	1,161		1,437		501	35
	<u>4,188</u>	12	<u>6,169</u>	28	<u>2,426</u>	39
Gestion du programme						
Activités	1,251		1,111		757	68
Personnel	1,230		1,643		1,294	79
	<u>2,481</u>	29	<u>2,754</u>	12	<u>2,051</u>	74
TOTAL	16,676	100	22,005	100	11,878	54

* "Les dépenses de personnel" reflètent les dépenses afférentes aux membres du personnel titulaires d'un contrat de durée déterminée pour 1998–1999; l'ensemble des dépenses de personnel ont été réparties entre les différents domaines d'activité. Comme dans le passé, les dépenses de personnel liées aux contrats à court terme figurent dans la composante "activités" du budget. Si les dépenses de personnel sont inférieures aux montants prévus au budget, c'est en raison des retards de recrutement et du gel ou du blocage de postes. Dans ces cas, les activités prévues ont généralement été assurées par du personnel à court terme de la catégorie professionnelle.

7.4 Développement des programmes nationaux : engagements de dépenses (exécution) en 1998 et budget par Région et secteur technique d'intervention

	Dépenses engagées 1996-1997		Dépenses effectivement engagées en 1998											
	US\$	% du total et taux d'exécution	Secteurs techniques d'intervention										Total	
			NDP		EDF		DMS		RDU		RQC		US\$	% du total et taux d'exécution
000		000	%	000	%	000	%	000	%	000	%	000		
AFRO														
Budget	5,198	45	1,985	51	232	6	346	9	822	21	546	14	3,931	36
Dépenses engagées	3,372	65	1,433		167		250		593		394		2,837	72
AMRO														
Budget	2,035	18	959	35	219	8	520	19	603	22	438	16	2,739	25
Dépenses engagées	1,381	68	537		122		292		337		246		1,534	56
EMRO														
Budget	996	9	404	52	16	2	70	9	178	23	109	14	777	7
Dépenses engagées	694	70	138		6		24		61		37		266	34
EURO														
Budget	1,443	12	73	4	435	24	453	25	580	32	272	15	1,813	17
Dépenses engagées	2,273	157	54		322		335		429		202		1,342	74
SEARO														
Budget	792	7	370	46	32	4	105	13	137	17	161	20	805	7
Dépenses engagées	529	67	200		18		57		74		87		436	54
WPRO														
Budget	1,017	9	164	22	22	3	97	13	171	23	291	39	745	7
Dépenses engagées	578	57	64		9		38		66		112		289	39
TOTAL														
Budget	11,481	100	3,955		956		1,591		2,490		1,818		10,810	
			37%		9%		15%		23%		17%		100%	
Dépenses engagées*	8,827	77	2,426		644		995		1,561		1,078		6,704	62
%			44		13		24		19		19		100	

* Se référer à la section 7.2.

Explications des signes :

AFRO Bureau régional de l'Afrique
 AMRO Bureau régional des Amériques
 EMRO Bureau régional de la Méditerranée orientale
 EURO Bureau régional de l'Europe (couvrant les pays nouvellement indépendants)
 SEARO Bureau régional de l'Asie du Sud-Est
 WPRO Bureau régional du Pacifique occidental

DMS Stratégies pour l'accès aux médicaments, la gestion et l'approvisionnement pharmaceutiques
 EDF Economie de la santé et financement des médicaments
 NDP Politique pharmaceutique nationale et surveillance
 RDU Usage rationnel des médicaments
 RQC Capacité de réglementation pharmaceutique et d'assurance de la qualité

Figure 3. Développement des programmes nationaux : budget et dépenses effectivement engagées

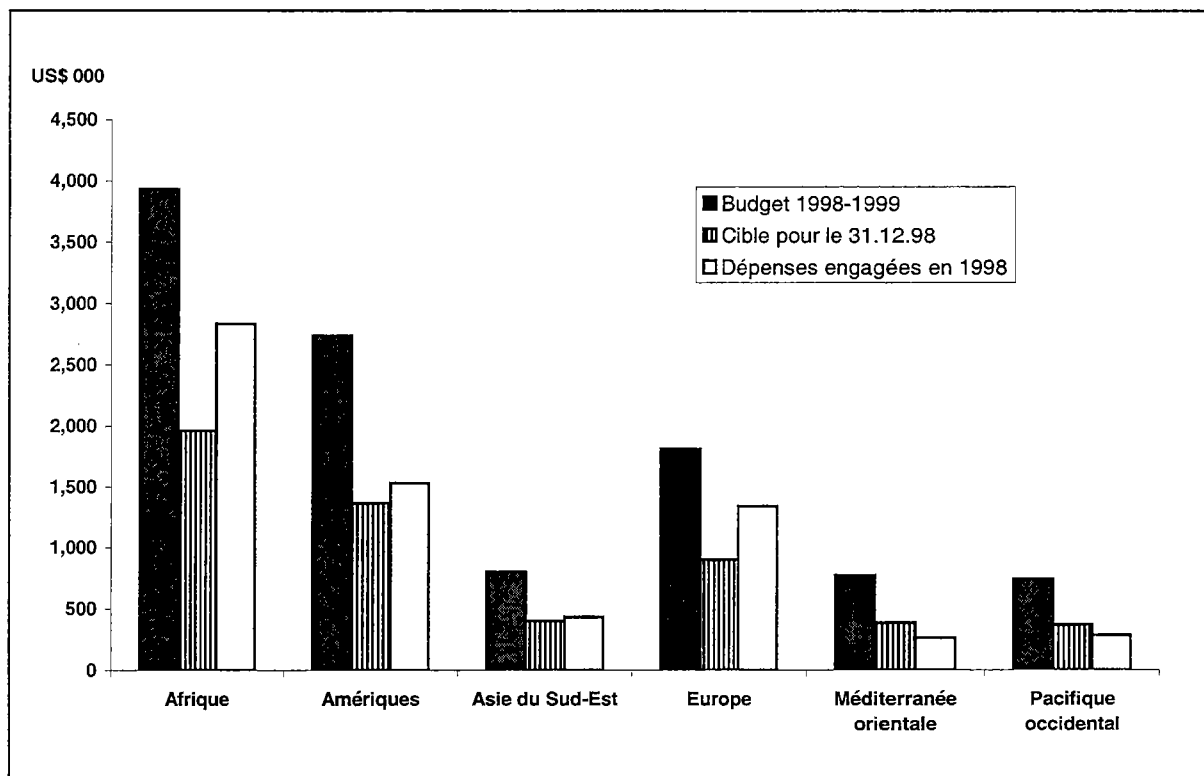
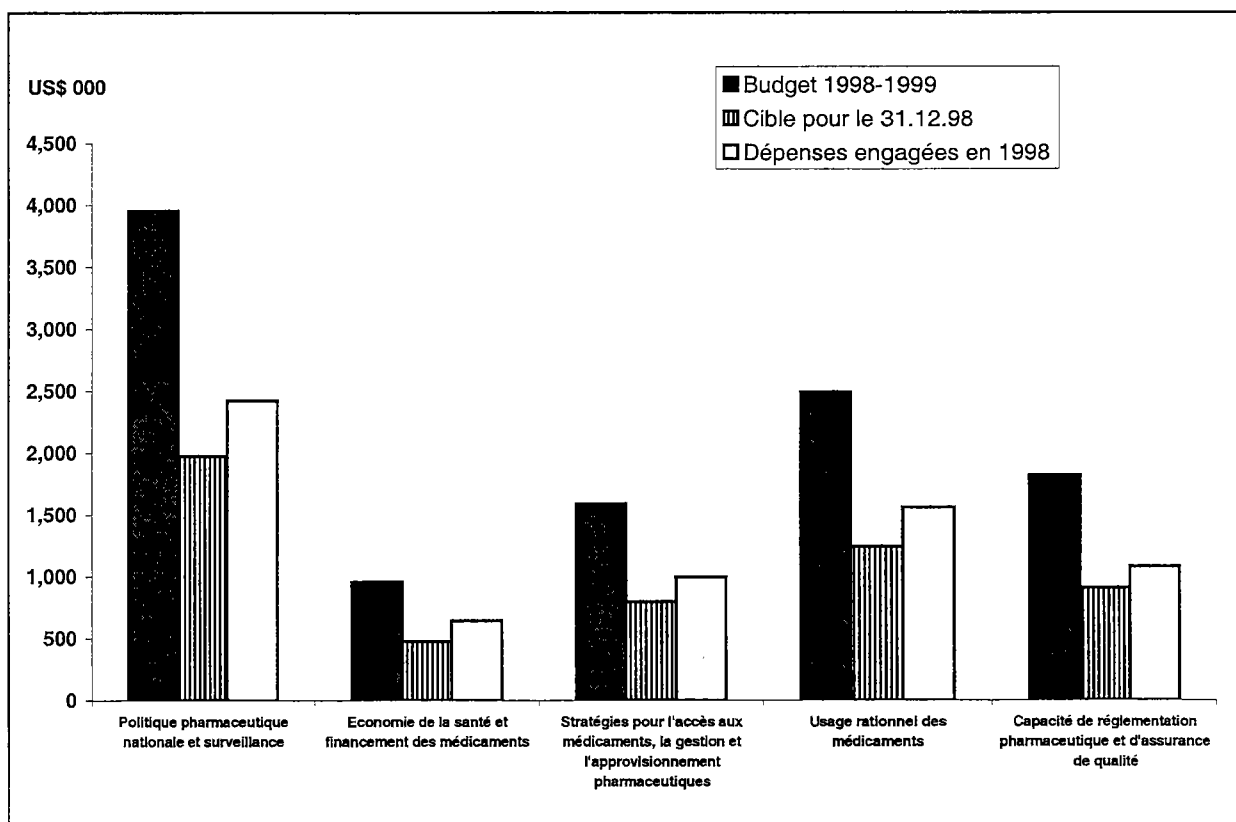


Figure 4: Développement des programmes nationaux par secteur technique d'intervention

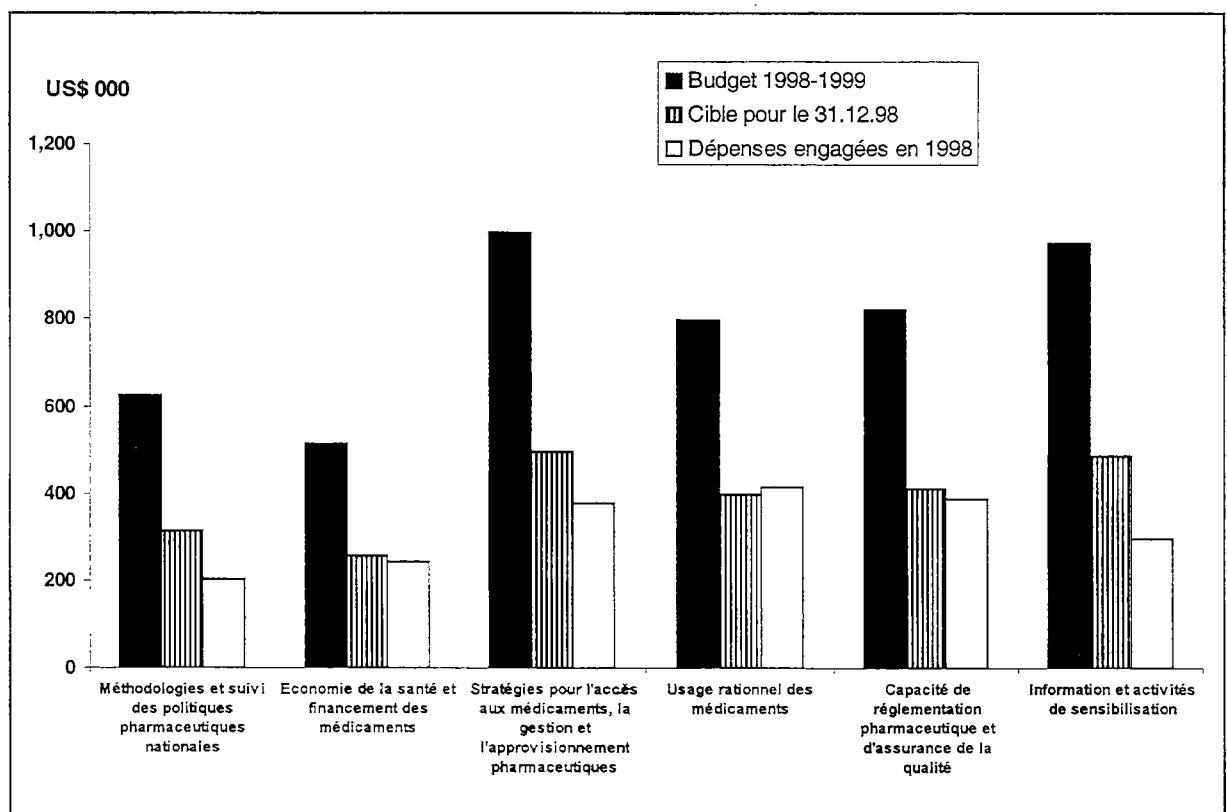


7.5 Développement politique et technique : engagement de dépenses (exécution) en 1998 et budget d'activité par région et secteur technique d'intervention

	1996-1997		1998-1999		1998	
	Dépenses effectivement engagées		Budget	% du total	Dépenses effectivement engagées	Taux d'exécution
	US\$ 000	%				
Méthodologie et suivi des politiques pharmaceutiques nationales	*		627	13	202	32
Economie de la santé et financement des médicaments	*		515	11	243	47
Stratégies pour l'accès aux médicaments, la gestion et l'approvisionnement pharmaceutiques	*		996	21	379	38
Usage rationnel des médicaments	*		798	17	416	52
Capacité de réglementation pharmaceutique et d'assurance de la qualité	*		823	17	389	47
Information et activités de sensibilisation			973	21	296	30
TOTAL			3,027		1,925	41

*Pour 1996-1997, les secteurs techniques d'intervention étaient politique et gestion, approvisionnement et logistique, usage rationnel des médicaments et assurance de la qualité. Il n'est donc pas possible d'établir une comparaison avec 1996-1997.

Figure 5. Développement politique et technique : budget et dépenses effectivement engagées



7.6 Gestion du programme : engagements de dépenses (exécution) en 1998 et montants prévus au budget

Activités	1996-1997		1998-1999		1998	
	Dépenses effectivement engagées		Budget		Dépenses effectivement engagées	
	US\$ 000	% of total	US\$ 000	% of total	US\$ 000	Taux d'exécution %
Elaboration des politiques, stratégies, collaboration						
Cadre gestionnaire et stratégies futures	82	7	112	10	68	61
Elaboration politique et technique mondiale	15	1	291	26	196	67
Collaboration avec les autres organisations	42	3	60	5	56	93
Conseillers, consultants et assistance temporaire	295	24	200	18	174	87
Participation aux réunions techniques	43	4				
Planification, gestion et appel de fonds						
Réseau consultatif DAP et appel de fonds	15	1	25	3	14	56
Systèmes d'information	164	13	175	16	78	45
Réunions du Comité consultatif de Gestion	110	9	110	10	75	68
Formation et développement du personnel			50	4	19	38
Gestion et administration	68	5	88	8	77	88
Activités d'appui	417	33				
TOTAL	1,251	100	1,111	100	757	68

8. Recettes et ressources 1998-1999

8.1 Etat financier récapitulatif intérimaire

	1996-1997	1998-1999	1998
	Montants effectifs US\$	Budget US\$	Montants effectifs US\$
Solde d'ouverture au 1er janvier	9,911,105	12,889,000	12,849,875 ^(a)
Recettes (budget ordinaire compris)	19,653,786	17,882,000	9,454,234
Ressources totales	29,564,891	30,771,000	22,304,109
Dépenses effectivement engagées	16,675,978	22,005,000	11,878,806
Solde de clôture au 31 décembre	12,888,913 ^(b)	8,766,000	10,425,303
Solde du budget 1998-1999 à utiliser en 1999			10,126,194

^(a) Le solde **d'ouverture au 1er janvier 1998** est le montant effectif final reflété dans les états financiers définitifs de l'OMS.

^(b) Le solde de clôture effectif au 31 décembre 1997 était fondé sur les données provisoires au 15 février 1998 sous réserve de la clôture définitive des comptes de l'OMS.

8.2 Recettes et dépenses en 1998 par type de financement

	1996-1997	1998-1999	1998
	Montants effectifs US\$ 000	Budget US\$ 000	Montants effectifs US\$ 000
A. CONTRIBUTIONS A OBJET NON DESIGNE			
Solde d'ouverture au 1er janvier ^(a)	6,446	8,768	8,799
Recettes	9,558	9,558	4,259
Ressources totales	16,004	18,326	13,058
Dépenses engagées	7,236	12,676	6,121
Solde de clôture au 31 décembre^(b)	8,768	5,650	6,937
B. CONTRIBUTIONS A OBJET DESIGNE			
Solde d'ouverture au 1er janvier ^(a)	3,465	4,121	4,050
Recettes	8,528	6,415	3,774
Ressources totales	11,993	10,536	7,824
Dépenses engagées	7,872	7,420	4,861
Solde de clôture au 31 décembre^(b)	4,121	3,116	2,963
C. BUDGET ORDINAIRE			
Solde d'ouverture au 1er janvier ^(a)	0	0	0
Recettes	1,568	1,909	1,421
Dépenses engagées	1,568	1,909	896
Solde de clôture au 31 décembre^(b)	0	0	525
TOTAL			
Solde d'ouverture au 1er janvier ^(a)	9,911	12,889	12,849
Recettes	19,654	17,882	9,454
Ressources totales	29,565	30,771	22,303
Dépenses engagées	16,676	22,005	11,878
Solde de clôture au 31 décembre^(b)	12,889	8,766	10,425^(c)

^(a) Le solde d'ouverture au 1er janvier 1998 est le montant effectif final reflété dans les états financiers définitifs de l'OMS.

^(b) Le solde de clôture effectif au 31 décembre 1997 était fondé sur les données provisoires au 15 février 1998 sous réserve de la clôture définitive des comptes de l'OMS.

^(c) Le solde de clôture au 31 décembre 1998 de US\$10,4 millions a été reporté en 1999 pour aider à financer le reste du programme de travail et du budget pour 1998–1999. Les fonds sont alors attribués de façon continue aux activités prévues et il faut également faire en sorte que le solde de clôture prévu au budget de US\$8,8 millions soit disponible au 31 décembre 1999. A sa dernière réunion, le Comité a conclu que le solde de clôture prévu au budget était pratiquement au niveau requis pour assurer le financement du programme et couvrir les dépenses programmatiques et les dépenses de personnel au cours de la première partie du prochain exercice (2000–2001). Il est nécessaire de disposer d'un minimum de six mois de crédits d'avance pour l'exécution des activités, en tenant compte du cycle de conception et développement, planification et budgétisation, autorisation et exécution des projets. Les dépenses de personnel pour 2000–2001 sont engagées pour la plupart en janvier 2000.

8.3 Recettes perçues en 1998

	1996-1997			1998-1999		
	Contributions à objet non désigné	Contributions à objet désigné	Total	Contributions à objet non désigné	Contributions à objet désigné	Total
	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$	US\$
Contributions extrabudgétaires						
Pays donateurs:						
Australie	344,420	0	344,420	168,775		168,775
Danemark	1,002,149	0	1,002,149	301,793		301,793
France	41,580	57,741	99,321			0
Irlande	0	117,255	117,255		105,907	105,907
Italie	0	0	0			0
Japon	330,000	254,550	584,550			0
Luxembourg	43,968	259,900	303,868	43,748		43,748
Pays-Bas	1,974,802	2,501,946	4,476,748	752,688	1,400,991	2,153,679
Norvège	1,746,638	169,300	1,915,938	964,385	149,000	1,113,385
Province du Québec	14,388		14,388			0
Suède	261,787	177,838	439,625	256,452		256,452
Suisse	271,318		271,318			0
Royaume-Uni	2,255,374	3,734,491	5,989,865	1,250,000	1,804,022	3,054,022
Etats-Unis d'Amérique	0	344,500	344,500		94,500	94,500
	8,286,424	7,617,521	15,903,945	3,737,841	3,554,420	7,292,261
	52%	48%	100%	51%	49%	100%
Organisations et organes du système des Nations Unies et Etats Membres:						
BIRD/Banque Mondiale	--	--	--			0
Malawi	--	298,655	298,655			0
Tchad	--	286,543	286,543		65,540	65,540
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	--	(105,555)	(105,555)		126,047	126,047
	0	479,643	479,643	0	191,587	191,587
Autres recettes:						
Contributions	3,867	25,871	29,738	28,046 ^b	28,000 ^c	56,046
Intérêts	1,221,080	55,399	1,276,479	492,740		492,740
Dépenses engagées non régliées - Economies	46,754	349,343	396,097			0
	1,271,701	430,613	1,702,314	520,786	28,000	548,786
Total des contributions extrabudgétaires	9,558,125	8,527,777	18,085,902	4,258,627	3,774,007	8,032,634
	53%	47%	100%	53%	47%	100%
Budget ordinaire de l'OMS^d	482,019	1,085,865	1,567,884	359,300	1,062,300	1,421,600
Total des recettes	10,040,144	9,613,642	19,653,786	4,617,927	4,836,307	9,454,234

a Appui complémentaire fourni à DAP sous la forme du financement partiel du traitement d'un administrateur technique.

b Fédération internationale pharmaceutique, Industrie mondiale de l'automédication responsable et divers.

c Association japonaise de fabricants de produits pharmaceutiques.

d Les fonds du budget ordinaire à objet désigné sont affectés uniquement aux dépenses de personnel et les fonds du budget ordinaire à objet non désigné aux activités essentiellement exécutées au niveau des pays.

Sigles et abréviations:

BIRD : Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

VIH/SIDA : Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise.

9. Annonces fermes de contributions et montants à recevoir

9.1 Annonces fermes enregistrées au 15 février 1999

	Fonds extrabudgétaires			Total
	Budget ordinaire	A objet non désigné	A objet désigné	
	pour 1999 US\$	pour 1999 US\$	1999-2002 US\$	
Japon			100,000	100,000
Pays-Bas		729,167	6,398,851	7,128,018
Suède		245,098		245,098
Royaume-Uni			3,360,058	3,360,058
Etats-Unis d'Amérique			556,592	556,592
Banque Mondiale: Tchad			25,473	25,473
Fondation mondiale pour la médecine			1,948	1,948
OMS	487,400			487,400
	487,400	974,265	10,442,922	11,904,587

9.2 Montants à recevoir en 1999 par type de financement

	1996-1997	1998-1999	31 Dec. 1998	1999
	Montants reçus	Montants prévus au budget	Montants effectivement reçus	Montants à recevoir
	US\$ 000	US\$ 000	US\$ 000	US\$ 000
Type de financement:	(a)	(b)	(c)	
Fonds extrabudgétaires à objet non spécifié	9,558	9,558	4,259	5,299
Fonds extrabudgétaires à objet spécifié	8,528	6,415	3,774	2,641
Budget ordinaire	1,568	1,909	1,421	488
Total	19,654	17,882	9,454	8,428

(a) De la section 8.2, *Programme de travail et budget pour 1998-1999* (DAP/MAC(10)/98.9).

(b) Voir section 8.2 ci-dessus.

Annexe 1: Contributions reçues de 1980 à 1998

Contributions reçues en US\$ de 1980 à 1998											
	1980-1981	1982-1983	1984-1985	1986-1987	1988-1989	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1996-1997	1998	Total
Contributions extrabudgétaires											
<i>Pays donateurs:</i>											
Australie			379,332			771,780	144,764	258,725	344,420	168,775	994,454
Canada		595,238	1,165,488	2,171,411	2,906,443	781,260	771,507	326,797	1,002,149	301,793	379,332
Danemark			71,318	205,572	846,879	2,027,098					10,022,086
Finlande	400,000		24,631	90,833	136,794	208,496	207,784		99,321		3,150,867
France									117,255	105,907	1,167,859
Irlande			800,500	250,000		310,000	560,000	406,892			223,162
Italie				50,000	210,000			671,100	584,550		1,457,392
Japon								31,471	303,868	43,748	2,305,650
Luxembourg									4,476,748		379,087
Pays-Bas				5,601,254	2,058,398	4,205,978	5,133,863	5,315,416	1,915,938	2,153,679	28,945,336
Norvège					446,244	790,868	816,930	490,701		1,113,385	5,574,066
Province du Québec									14,388		14,388
Suède			351,753	549,801	616,017	565,196	489,025	302,759	439,625	256,452	3,571,428
Suisse			186,143	773,221	347,222	1,178,911	583,100	784,433	271,318		4,124,438
Royaume-Uni			282,692	550,264	1,072,099	1,392,968	1,646,998	3,222,223	5,989,865	3,054,022	17,211,131
Etats-Unis d'Amérique	400,000	595,238	3,261,857	10,242,356	8,640,096	11,563,555	10,548,851	11,810,517	15,903,945	7,292,261	658,000
<i>Sous-total</i>											
<i>Organismes et institutions spécialisées de l'ONU:</i>											
Haut Commissariat pour les Réfugiés			20,000								20,000
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance			5,000		39,550						44,550
Programme des Nations Unies pour le Développement					22,600	3,589	278,411	-20,762	-105,555		178,283
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA				629,351	1,224,349	682,833				126,047	126,047
Fonds fiduciaire pour le Nigéria											0
Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement							1,600,742	1,543,595			3,144,337
and Development											298,655
- Malawi											298,655
- Tchad										65,540	65,540
<i>Sous-total</i>											
<i>Autres recettes, dont intérêts*</i>											
Total des contributions extrabudgétaires											
Budget ordinaire	400,000	76,534	498,368	1,042,506	1,748,338	2,422,387	645,766	1,712,498	1,702,314	548,786	10,937,497
Total des contributions extrabudgétaires	400,000	673,772	3,760,225	11,938,213	11,674,933	14,672,364	13,073,770	15,045,848	18,085,902	8,032,634	97,356,661
Budget ordinaire		1,056,000	1,142,000	1,115,600	1,340,770	2,183,417	1,596,626	1,608,705	1,567,884	1,421,600	13,032,602
Total des fonds reçus	400,000	1,727,772	4,902,225	13,054,813	13,015,703	16,855,781	14,670,396	16,654,553	19,653,786	9,454,234	110,389,263

*Parmi les autres sources, figurent la Fédération internationale pharmaceutique, l'Association japonaise de fabricants de produits pharmaceutiques, l'Industrie mondiale de l'Automatisation responsable et le Dr Aung.

Annexe 2: Fonds reçus de 1980 à 1997

